

COMPTE RENDU

FNTE
la
cgt

www.fnte.cgt.fr

29 AVRIL 2021 LA MINISTRE DES ARMEES A BORDEAUX...

Ce 29 avril, Madame PARLY était en visite à Bordeaux pour inaugurer l'agence de l'innovation de la Défense ainsi qu'un centre de vaccination sur la métropole.

A cette occasion la CGT avait sollicité une entrevue qui s'est déroulée en présence du directeur de cabinet et dirigée par le Conseiller social resté à Paris.

Après lecture de la déclaration jointe, nous avons pu échanger brièvement. Nous avons obtenu un rendez-vous de 45 min....

« Monsieur le Conseiller, voici les points que nous allons aborder.

Nous sommes inquiets de l'état de santé des salariés de notre ministère. En effet, la situation sanitaire pèse mais la politique d'absence de reconnaissance, tant en termes de salaires, de déroulement de carrière, de place dans nos structures que d'attractivité et de fidélisation jouent un rôle prépondérant. Que devient dans ces conditions le sens du travail dans le cadre de la mission étatique?

Trop de personnels sont en souffrance ! bien trop souvent dans le plus grand silence. Les cas de RPS, d'isolement se multiplient.

Que fait le gouvernement ? Il continue et aggrave cette politique de destruction des statuts des personnels, à l'instar de la loi de transformation de la Fonction Publique. Cette loi qui met également fin au CHSCT et qui permet le recrutement de contractuels en lieu et place des emplois de fonctionnaires ! En terme d'emploi, le ministère est incapable de recruter des personnels avec les compétences nécessaires du fait de la difficulté de notre faible attractivité. Il est grand temps d'augmenter les salaires et pensions. La reconnaissance passe inévitablement par cela.

Quelle projection faire pour l'avenir quand les emplois disparaissent, quand statuts et garanties collectives comme la retraite par répartition sont menacés, quand les CAP sont vidées de leur contenu. ?

Nos établissements ont une mission à assurer dans le cadre de la défense nationale. Aujourd'hui dans de nombreux secteurs et services, la mission devient simplement de faire faire par le privé.



263, rue de paris Case 541 93515 Montreuil Cedex
T : 01 55 82 89 00 Fax : 01 55 82 89 01 M : trav-etat@cgt.fr

29 AVRIL 2021 LA MINISTRE DES ARMEES A BORDEAUX...

Quelles économies sont générées ? L'état verse des milliards d'euro aux entreprises privées : 10 milliards pour ce dernier mois et dans quel but ? Uniquement financer les licenciements et accroître les dividendes. Que l'on ne vienne pas nous parler de la dette ! Pour la CGT, les salariés n'ont pas de dette !

Dans le même temps, la mise en place du confinement, de l'état d'urgence et du couvre-feu accentuent ce climat de peur dans la population. Jusqu'à quand ? De toute évidence cela vous permet au moins d'accélérer la mise en place de vos réformes funestes.

Pour terminer cette introduction nous évoquons la situation du service de SSA et en particulier la situation de l'HIA Robert PICQUE. La FNTC a écrit au Président Macron et à la Ministre dès le mois de mars 2020 pour affirmer la nécessité de redonner les moyens au SSA d'assurer une prise en charge de la population. La CGT se prononce très clairement pour le maintien de Robert PICQUE comme HIA ; ce qui signifie la fin du projet Bahia. Dans les faits, depuis le début de ce projet c'est 72 lits en moins sur le secteur alors que la situation sanitaire exige la création de lits supplémentaires. »

Suite à cette introduction, le Conseiller social a confirmé, son inquiétude et celle de la ministre, à recruter et notre capacité à fidéliser les personnels au sein du ministère.

Il partage notre inquiétude sur l'équilibre nécessaire entre recrutement statutaire (ouvriers et fonctionnaires) et recrutement de contractuels. Reste que le point d'équilibre imposé par la loi de transformation penche très fortement vers une accélération de recrutement de contractuels, même si 4000 recrutements de civils sont prévus en 2021.

Nous avons évoqué les problématiques de reconnaissance professionnelles, indispensables pour conserver les personnels au sein du ministère. En effet, nos missions exigent des compétences et des savoirs particuliers qui ne peuvent s'acquérir qu'au fur et à mesure de la carrière. Le danger étant des ruptures de transmission des savoirs et des pertes de compétences techniques irréversibles.

Nous serons très attentifs aux actions engagées pour préserver nos savoir-faire.



29 AVRIL 2021 LA MINISTRE DES ARMEES A BORDEAUX...

Concernant le service de Santé des armées, le Conseiller social a rappelé que le plan SSA 2020 était arrivé à terme. Ce dernier prévoyait des mutualisations entre nos HIA et différentes structures qui peuvent être privées comme c'est le cas à Bordeaux avec BAHIA. La Ministre a donné de nouvelles directives avec une augmentation du budget de 160 Millions d'euros. Cette nouvelle feuille de route est en fait le prolongement des politiques précédentes mais en poussant le plus loin possible les partenariats car l'objectif prioritaire du ministère devient la médecine des armées projetable.

Il faut bien pour cela que les équipes continuent à se former et à exercer dans ces structures nouvelles. C'est de fait l'abandon du ministère des Hôpitaux d'Instruction des Armées dont l'une des prérogatives reste le soin apporté à la population !

Sur Bordeaux par exemple, la situation géographique du CHU et de l'HIA Robert PICQUE sont complémentaires pour un maillage territorial.

En pleine pandémie, ce gouvernement continue de détruire le système public de soins, qu'il soit du ministère des armées ou pas ! Les campagnes de vaccination au sein des HIA cachent une toute autre réalité, l'incapacité du SSA de réaliser l'attente de toute une nation quant à sa participation dans cette crise majeure pourtant espérée. Toute cette publicité pour tenter de masquer le fait que Madame la Ministre accentue la destruction des hôpitaux militaires ! Un Service de Santé des Armées à l'agonie avec des moyens loin de répondre aux enjeux de ses missions et des personnels dépités de ne pouvoir répondre à cette situation exceptionnelle que traverse le pays ! Nous assistons à l'explosion du nombre d'arrêt maladie dont des médecins.

Madame la Ministre des Armées, il est temps d'apporter d'autres réponses !!! Comme pour l'hôpital public, la politique du gouvernement est d'asphyxier par tous les moyens toutes les possibilités de soins pour la population. C'est inacceptable !

La FNTC CGT appelle l'ensemble des personnels et leurs syndicats à se mobiliser avec les personnels du Service de Santé des Armées pour éviter une telle débâcle ! Il est encore temps !

La délégation fédérale était composée de Didier DELASA, direction fédérale, Christian VILLIGER AIA Bordeaux et Sébastien PINEAU DGA Cazaux.

